

Précarité des femmes : moteur de l'économie !

Comme souvent, il y a l'histoire lisse, sainte ou profane, qu'on aime se raconter : par exemple l'histoire de *Genèse 1,27* : « à son image Il les créa, mâle et femelle Il les créa », par quoi la totalité de l'*humanum* est posée dans une parfaite harmonie, fondement de toutes les visions iréniques, ou tout autant *initium* des revendications égalitaires les plus révolutionnaires : « *La Femme naît libre et demeure égale à l'homme en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* ».

Histoire lisse parce qu'elle met tout le monde d'accord, sur le principe au moins, laissant à la réalité historique, et à ceux qui la déterminent, c'est-à-dire les hommes, de faire le reste, la pratique.

Lisse surtout parce que la morale, irai-je jusqu'à dire l'éthique, est toujours plus belle, plus acceptable, que les faits. Lisser est d'ailleurs sa fonction.

Lisse enfin parce qu'elle permet d'oblitérer les persistances des asymétries au profit d'un idéal hors sol, ravivé par des « valeurs » constamment renouvelées. *Genèse 1,27* est certes un idéal, l'hébreu *issah* est certes fait de *is* et *sah* mais enfin, en attendant ce temps souhaitable, cela n'empêche nullement un juif de dire dans la prière quotidienne : « *Béni, sois-tu notre Dieu, de ce que tu ne m'as fait ni gentil, ni femme, ni ignorant* ». Quant à Olympe de Gouge, avec d'autres aux aspirations identiques, elle y laissa sa tête, au motif, dit *Le Moniteur* du 19 novembre 1793, « *d'avoir oublié les vertus qui conviennent à son sexe* ».

Le discours ecclésial se veut réaliste et subtil : « *Cette unité-dualité de l'homme et de la femme se base sur le fondement de la dignité de toute personne, créée à l'image et à la ressemblance de Dieu qui les créa homme et femme* » exhorte Benoît XVI en ce 10 février 2008. Mais enfin, ajoute généralement ce discours, cette dignité trouve sa pleine expression dans le rôle irremplaçable des femmes dans la famille où s'exerce pleinement le « génie féminin » (sic). Le problème est que la famille c'est la sphère privée et que la sphère privée repose toujours sur l'ordre hiérarchique des sexes, d'une part. D'autre part, le privé, comme valeur ne compte pas dans l'espace public, dans la société civile, qui privilégie d'autres valeurs. Pour le dire autrement : lorsque Madame repasse la chemise de Monsieur, cela n'ajoute ni ne retranche rien dans la société civile ; en revanche si Monsieur paie une femme 10 euros pour repasser sa chemise, Monsieur crée une richesse de 10 euros dans le PIB de la France. Monsieur crée donc de la valeur, Madame, qui lui est égale en dignité, ne crée rien, tout au plus la belle allure de Monsieur. « Normal », puisque c'est la norme privée, n'est-ce-pas ? Aussi bien, le cantonnement de la servante du seigneur dans la famille, abondamment magnifié et sacralisé comme jadis sa virginité, et, en plus subtil, la disqualification sociale qui en résulte en pratique au nom même de la valeur « famille », laquelle n'a pas vraiment de valeur dans l'espace public, permet de légitimer dans cet espace public toute sorte d'inégalités et d'injustices. N'importe quel sociologue un peu historien observe sans peine qu'une activité qui se féminise est une activité qui se dévalorise : le grand *Monsieur Instituteur de la République* a fait place à la *prof* du coin qui coûte cher à l'État. Et n'importe quel politologue remarque sans peine que l'*inaccès* des femmes au suffrage universel s'est largement adossé à ce mental où le privé – avec toutes les noblesses du « génie féminin » dument identifiées ; famille, affection, éducation des enfants, reproduction et érotisation, modernisées aujourd'hui en « social » et en « humanitaire » – parce qu'il vaut moins que le public, donne moins de droits à ses protagonistes dans celui-ci. Sans rien dire des autres droits civils : il a fallu du temps avant que *Madame l'épouse* puisse échanger des biens et vendre sa force de travail sans le contrôle de *Monsieur l'époux*.

Bien sûr, la civilisation avance. Enfin, dans les textes surtout, plus que dans les faits. Mais on le sait bien, une chose est de faire une loi, autre chose est l'intégration de cette loi dans les mentalités et les pratiques. Là, à y regarder de près, la distance devient hypocrisie entretenue. En fait le mécanisme est simple et toujours le même : il consiste à reproduire dans la réalité économique et sociale, bref dans la réalité historique, la dissymétrie de la cellule patriarcale de base où il y a un premier et principal producteur pleinement qualifié et un second producteur moins qualifié et au service du premier, lequel toutefois ne pourrait pas être ce qu'il est sans l'impôt gratuit et invisible payé, à prix fort parfois, par celle qui lui est égale dans la ressemblance divine et dans la loi humaine.

Avec la mesquinerie du langage qui convient, il y a ainsi des secteurs d'activités entiers : les « services », les « services à personne », les « soins », « l'éducation », qui prolongent la domesticité et la nécessaire nécessité qui seront la spécialité insigne du monde féminin, domesticité largement valorisée fiscalement par la loi (tous les dispositifs d'exonérations de charges) et massivement encouragée par les bas salaires (83% des emplois à bas salaire sont tenus par des femmes).

Il y a le travail à temps partiel spécialement aménagé par la bienveillance du législateur pour les femmes afin de garantir la double journée, la bien nommée égalité d'accès au travail, tout en leur permettant de satisfaire à l'irremplaçable rôle d'éducation des enfants, c'est-à-dire l'obligation de garder les gosses parce que les budgets sociaux pour créer des crèches ne sont pas des priorités, le « social » n'étant pas une priorité payante donc moderne. Dont acte... Et comme il n'est pas besoin d'avoir un bac + 5 pour changer des couches, le nivellement intellectuel ira de pair avec l'explosion de l'emploi peu qualifié féminin depuis les années 1990. Et comme, encore, au niveau et à la nature de l'emploi, s'attachent non seulement un salaire mais aussi le reste de l'existence (prestations maladie, chômage, retraite, etc.), on peut toujours faire des lois et des discours sur l'égalité et tenir ferme la réalité de la surconsommation de psychotropes par les femmes.

Il y a la masse écrasante des femmes seules... pardon, des « familles monoparentales », avec un ou deux gosses, ceux-ci sont 44 000 pour les seules Bouches-du-Rhône à vivre avec le RMI, soit entre 681 et 818 euros mensuels (*DRQS*, février 2009). Chacun sait, les hommes et les hommes de loi le savent bien, que la mère a un rôle essentiel dans le développement psychologique et social de l'enfant. Mais quand on fait le ménage de 6 heures à 8 heures et de 18 heures à 21 heures, auquel il faut ajouter le travail le jour du Seigneur, on dévolue ce précieux rôle à la télévision, à un chien, ou au plus grand des gosses, fût-t-il lui-même un gosse de cinq ans. Ainsi tout le monde plonge : la mère « qui n'y arrive pas » et les gamins « qui présentent un retard scolaire et des troubles du comportement ».

Les statistiques, les enquêtes, disent tout cela. Et bien d'autres choses encore.

Notamment la corrélation entre la « précarité des femmes » et la « violence faite aux femmes » comme si la première n'était pas une violence instituée et la seconde une précarité désavouée : ainsi, une femme meurt tous les trois jours, surinée ou truffée de plomb deux fois sur trois, à quoi s'ajoute les vies fracassées des 50 000 violées, judiciairement connues !, (ce sont les chiffres des enquêtes *ENVEFF* de 2007 et 2001 respectivement, qui avaient scandalisé les représentants de la nation) pour ne retenir que ces violences là, sans compter les suicidées après pelotage et autres harcèlements.

Plus la situation économique et sociale devient précaire plus la violence explose et se durcit, dans le sacro-saint huis-clos de la famille en particulier, là où le discours ambiant situe l'excellence et la valeur de la femme. Alors, comme me disait une amie qu'on rencontre le plus souvent à la nuit tombée, « *faire le trottoir c'est une émancipation* ». La formule se veut positive, bien entendu. Reste à savoir de quoi au juste on s'émancipe quand on vient de Roumanie où on a laissé parents et gosses, pour prendre le train forcé de la mondialisation heureuse. Qui s'étonnera de cet aménagement valorisant de la dialectique du maître et de l'esclave ? Après tout, comme s'en est indignée la *Conférence des Évêques de France*, dans l'amnistie décidée après l'élection présidentielle de 2002 les condamnations pour violences conjugales ont été effacées tandis que les cruautés envers les animaux ne l'ont pas été. La question est moins celle de la valeur que de savoir qui la détermine et en fonction de quoi.

J'ai parlé de précarité. Grand mot à la mode quand on évoque les situations des femmes. Pour un chrétien latiniste, *precarius* évoque la prière... mais avec le regard froid du cynisme comptable on jugera que cette précarité est nécessaire à la bonne marche de la société comme en convenait la *Banque Mondiale*, il y a quelques années : « *les barrières à l'emploi des femmes contribuent à élever le coût du travail et à réduire la compétitivité internationale, puisqu'on empêche les femmes d'offrir leur force de travail à des salaires défiant toute concurrence* » (Klasen Stephan, *Does Gender Inequality Reduce Growth and Development ?*, 1999). Et là ne s'arrête pas les avantages des femmes, on en conviendra. Il suffit de consulter quelques archives de justice (arrêts de cour de cassation et de cours d'appels, très nombreux) pour mesurer, à l'envers, les autres avantages : malléabilité et flexibilité professionnelle, discrimination liées à la maternité, inégalités de traitements malgré des niveaux de formations supérieurs à ceux des hommes, sans rien dire des inepties juridiques dans les divorces où *Monsieur*, ayant davantage pignon sur rue que *Madame*, laissera des années durant la pension alimentaire impayée... à charge pour l'État et ses redistributions monétaires, ou ses « offres raisonnables » d'insertion, de compenser le reste-à-vivre du quotidien féminin. Mieux vaut ne pas aller voir les soubassements de la belle réussite d'une société masculine, qui comprend aussi des femmes bien entendu. Également, on évoque parfois la notion d'*exclusion de fait* des femmes dans diverses catégories du champ social et culturel. Mais la notion est biaisée puisque, en spécifiant une catégorie, elle en fait une dimension partielle hors du contexte social d'ensemble, car, en fait d'exclusion et comme tous les « exclus », les femmes sont pourtant bien incluses dans un système qu'elles gratifient par leur disqualification même. Et cela, cette valeur d'usage sans laquelle l'autre valeur, la valeur marchande, ne serait pas ce qu'elle est, aucun des ténors des doctrines sociales ne l'a vu : Smith, Ricardo, Marx...

Les femmes ont réagi. Par les mouvements féministes égalitaires d'abord qui ont réclamé l'égalité des droits contre les préjugés politiques et sociaux, mais aussi, dans la mouvance progressiste, en réclamant la révision du système économique et la division du travail qu'il instaure ou encore, dans le féminisme radical, la subversion de l'ordre patriarcal, qui subordonne les femmes aux hommes comme classe sexuelle. Mais l'idéologie libérale, faite par les hommes, a su muter l'attaque frontale du féminisme en mouvement « sociétal » : la paix, la précarité, l'humanitaire, la culture, la charité publique, l'associatif...

Retranscrites par le prisme masculin, ces réactions morcellent la réalité globale en puzzle : le divorce, la sexualité, la contraception, l'avortement, le travail des femmes, la retraite... Il est vrai qu'on maîtrise mieux les choses lorsqu'elles sont en morceaux. Mais la précarité de la femme est transversale, et il serait plus exact de parler des précarités, d'une part ; et d'autre part c'est seulement par la prise en compte globale de ces précarités que le regard change pour faire apparaître la matrice de cet état de fait : l'inégalité fondamentale qui organise nos sociétés et qui dépasse les seules femmes. Dès lors, en s'extrayant des vues fragmentées et des situations individuelles, partagées par les femmes elles-mêmes parfois, il est clair qu'il faut commencer par dire les choses, et pour les dire il faut les nommer : la domination masculine est un fait et sa résolution est politique. Aussi, l'égalité des sexes est-elle plus qu'une question éthique, religieuse ou profane : elle est un projet de société.

S'il y a donc une histoire lisse, il y a aussi l'histoire heurtée, celle que déroule *Genèse* 2 et 3, et qui vient, selon les spécialistes, avant le primitivisme et son consensus métaphysique.

La simple fraternité, évangélique ou pas, voudrait que quiconque cumule les injustices et les dominations soit l'objet d'une option préférentielle de la part de la société tout entière et de ses décideurs et acteurs. Et cela concerne les hommes aussi bien que les femmes, même si c'est aux femmes qu'il revient de définir, dans les divers champs transversaux de la réalité sociale – famille, sexualité, travail, politique – la légitimité de leur statut.

Abandonnant donc la *Genèse*, j'entame le livre de l'*Exode*, qui ouvre l'histoire, celle que le peuple vit tous les jours. Et là, je lis un commencement : « *j'ai vu, j'ai vu la misère de mon peuple, j'ai entendu son cri* » etc. Comme si, pour saisir quelque chose de cette humanité créée à l'image de Dieu, quelque chose de cette ressemblance et de son histoire réelle, il faut commencer par entendre ce qui lui fait mal.

Autant que j'ai compris, je crois que c'est ce qu'il a voulu dire et faire, plus tard.

Angelo Gianfrancesco